



# Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché public de fourniture

Objet :

Acquisition de dispositifs de mesure de concentration et de flux CO<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>O de type IRGA et les accessoires associés

**Pouvoir Adjudicateur**

INRAE, Centre Nouvelle Aquitaine Bordeaux

71, avenue Edouard Bourlaux

33140 VILLENAVE D'ORNON

N° SIRET: 180070039 01274

## SOMMAIRE

1.	OBJET.....	3
2.	TYPE DE PROCEDURE.....	3
3.	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS.....	3
4.	LIVRAISON.....	3
5.	VARIANTE .....	3
6.	PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ .....	3
7.	DUREE DU MARCHÉ, DELAIS D'EXECUTION .....	4
7.1.	Durée du marché .....	4
7.2.	Délai de livraison .....	4
7.3.	Conditions de livraison.....	4
7.4.	Prolongation des délais d'exécution.....	4
8.	MARCHÉ ULTERIEUR POUR PRESTATIONS SIMILAIRES .....	4
9.	ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR).....	4
10.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
11.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS.....	5
11.1.	Prix du marché.....	5
11.2.	Modalités de paiement .....	5
12.	AVANCE.....	6
13.	PENALITES.....	6
14.	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	6
15.	GARANTIE, SAV (SERVICE APRÈS-VENTE).....	6
16.	MODIFICATION DU CONTRAT- CLAUSE DE REEXAMEN.....	6
17.	RESILIATION .....	7
18.	LITIGES .....	7
19.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	7

## 1. OBJET

Le présent marché a pour objet l'acquisition de dispositifs de mesure de concentration et de flux CO<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>O de type IRGA et les accessoires associés.

La description des fournitures et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## 2. TYPE DE PROCEDURE

La procédure est passée selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1 et L2124-2 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et de articles R2161-2 à R2161-5 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le marché ne fera l'objet d'une signature par le candidat ainsi que par INRAE qu'à l'étape de son attribution.

## 3. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 4. LIVRAISON

Les fournitures seront livrées à l'adresse ci-dessous :

### **INRAE**

#### **UNITÉ EXPÉRIMENTALE FORÊT PIERROTON**

A l'attention de Pierre BORDENAVE  
Site de Recherches Forêt Bois de Pierroton  
69 route d'Arcachon  
33612 CESTAS Cedex - FRANCE

Au minimum 8 (huit) jours ouvrés avant la livraison, le titulaire contacte le pouvoir adjudicateur, afin de convenir d'un horaire de livraison.

## 5. VARIANTE

Les variantes ne sont pas admises.

## 6. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du Marché sont, par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE);
- Le Devis détaillé valant DPGF (Décomposition du prix global et forfaitaire) annexé à l'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP);

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, ci-après désigné le CCAG-FCS), <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

**Toute clause portée à la proposition du Titulaire et contraire aux documents contractuels du présent marché est réputée non écrite.**

## 7. DUREE DU MARCHÉ, DELAIS D'EXECUTION

### 7.1. Durée du marché

Le marché prendra effet à compter de la date de l'accusé de réception de la notification, sauf ordre de service contraire, et jusqu'à la livraison valant admission du matériel.

### 7.2. Délai de livraison

La livraison des dispositifs interviendra dans un délai de six (6) mois maximum à compter de la date de notification du marché. Les conditions de livraison sont précisées au CCTP.

### 7.3. Conditions de livraison

En tout état de cause, au minimum 8 (huit) jours ouvrés avant la livraison, le titulaire contacte le pouvoir adjudicateur, afin de convenir d'un horaire de livraison. Les détails se trouvent au CCTP.

La livraison n'ayant pas fait l'objet d'une fixation en lien avec le pouvoir adjudicateur d'un jour et d'un horaire dans le délai imparti ci-dessus ou en cas d'irrespect du lieu, du jour et de l'horaire de livraison convenus avec le pouvoir adjudicateur, est susceptible d'être non prise en charge et est susceptible d'obliger à relivraison.

Les risques afférents au transport de la fourniture jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

Par ailleurs un procès-verbal (PV) de livraison sera présenté par la personne représentant INRAE qui réceptionne le matériel au livreur, pour signature. Ce PV déclenchera la facturation des dispositifs livrés.

### 7.4. Prolongation des délais d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait d'INRAE ou d'un événement ayant le caractère de force majeure, INRAE prolonge le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 8. MARCHÉ ULTERIEUR POUR PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet

## 9. ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

## 10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le représentant INRAE conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 33 du CCAG FCS. Elles seront effectuées dans les conditions prévues au CCTP.

Les opérations de vérification des fournitures d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par INRAE.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG. -FCS., le titulaire n'assistera pas aux opérations de vérification.

Les dispositifs ne seront pas installés avant la fin des travaux de rehaussement de mâts haubanés et l'installation de nouveaux mâts. Aussi, en cas de dysfonctionnement des matériels lors de leur installation, le titulaire s'engage à réparer ou remplacer les dispositifs défectueux.

## 11. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS

### 11.1. Prix du marché

Le présent marché est traité à prix ferme et forfaitaire comme détaillé au devis valant DPGF, annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont établis, hors taxes, pour les fournitures définies au CCTP. Ils sont en conformité avec la réglementation des prix. Le taux de TVA qui sera appliqué sera celui en vigueur au jour, sauf dispositions réglementaires contraires.

Ces prix comprennent toutes charges fiscales, parafiscales, ainsi que tous les frais afférents à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

### 11.2. Modalités de paiement

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par l'INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Nouvelle-Aquitaine Bordeaux.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire (**joindre un RIB**).

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

## 12. AVANCE

Le titulaire peut bénéficier d'une avance, dans les conditions des articles R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renonciation expresse du titulaire par l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial TTC du marché et 10% pour les PME.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant minimum du marché. La fin du remboursement de l'avance est simplifiée, elle interviendra de manière échelonnée en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire (R.2191-12 abrogé pour les marchés ordinaires et R.2191-19).

## 13. PENALITES

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

## 14. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

La clause environnementale porte sur les modalités de maintenance des dispositifs et la fourniture de pièces de remplacement ainsi que sur la durée de vie moyenne des dispositifs et la durée de mise à disposition des pièces d'échange.

## 15. GARANTIE, SAV (SERVICE APRÈS-VENTE)

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, la garantie minimale est fixée à 2 ans minimum à compter de la livraison valant admission des dispositifs et ses accessoires. Les détails du SAV se trouvent au CCTP.

## 16. MODIFICATION DU CONTRAT- CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions des articles R. 2194-3 et R. 2194-4, le marché peut être modifié en cours d'exécution, sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles. Cela s'applique également en cas de situation imprévisible rendant impossible l'exécution du marché aux conditions initiales, (article 25 du CCAG-FCS).

La clause de modification du contrat sera mise en œuvre sur simple décision du pouvoir adjudicateur, par avenant.

## 17. RESILIATION

Les stipulations du CCAG-FCS définies au chapitre 7 sont applicables.

## 18. LITIGES

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord, le Tribunal Administratif de Bordeaux est seul compétent.

### **Tribunal administratif de Bordeaux**

9 Rue Tastet

CS 21490

33063 Bordeaux Cedex

05.56.99.38.00

[greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)

URL : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr/>

## 19. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS

L'article 15 du présent CCAP déroge à l'article 33 du CCAG-FCS

Établi à Villenave d'Ornon le 13 Octobre 2025